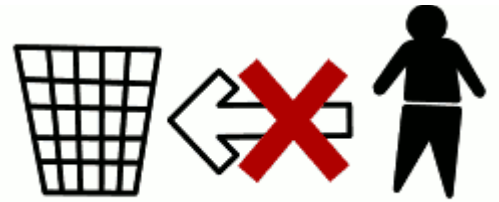


Lausanne, le 6 juin 2006

Malgré la situation très tendue en Ethiopie / Erythrée et le climat de répression totalitaire qui règne sur l'Ethiopie, les autorités suisses refusent de reconnaître un statut aux requérant-e-s issu-e-s de cette région.



LES DROITS HUMAINS NE SONT PAS JETABLES
MANIFESTATION VE. 9 JUIN 17H PL. PALUD

Nous protesterons donc ce VENDREDI 9 JUIN dans les rues de Lausanne pour demander:

- ◆ **L'arrêt des mesures de renvoi vers l'Ethiopie/ Erythrée**
- ◆ **La suspension des interdictions de travail décrétées par le Canton**
- ◆ **La régularisation des débouté-e-s**

Rendez-vous à 17h, place de la Palud, la manifestation est autorisée.

*Association des requérant-e-s éthiopien-ne-s et érythréen-ne-s du Canton de Vaud
Coordination Asile*

La situation en Ethiopie / Erythrée

En 1998, un violent conflit armé a éclaté entre l'Ethiopie et l'Erythrée, faisant plus de 100'000 victimes sur une période de deux ans.

Depuis juin 2000, l'ONU assure une présence militaire dans la zone frontalière pour éviter de nouveaux affrontements et s'assurer que les 2 pays respectent leurs engagements. Depuis plus d'une année, le Conseil de sécurité de l'ONU multiplie les appels à la collaboration entre les deux pays en dénonçant une situation « insoutenable » et « explosive », faisant état de nombreux mouvements de troupe à la frontière.

En Erythrée, le gouvernement autoritaire exerce un contrôle violent sur la liberté d'opinion et la liberté religieuse. En Ethiopie, les élections de mai 2005, fortement contestées (déclarées non conformes par la mission d'observation de l'Union Européenne) ont donné lieu à un vaste mouvement de protestation qui fut réprimé dans le sang (plus de 80 personnes assassinées par les forces de l'ordre) et donna lieu à des dizaines de milliers d'arrestations. Depuis, le régime au pouvoir multiplie les actes de violence, de censure, et les emprisonnements arbitraires. Tous les principaux leaders de l'opposition ainsi que plusieurs journalistes et militant-e-s des droits humains sont emprisonné-e-s depuis des mois. Ils et elles sont accusé-e-s entre autres de trahison et d'outrage à la Constitution, charges passibles de la peine de mort en Ethiopie. Plusieurs rapports d'ONG rapportent la situation dramatique des droits humains dans la région (voir plus bas).

La situation en Suisse

Depuis des années, l'Office des Migrations refuse d'entrer en matière sur les dossiers des éthiopien-ne-s / érythréen-ne-s. Ainsi, lorsque le Canton de Vaud a présenté en avril 2004 les dossiers de 1273 requérant-e-s qui pouvaient bénéficier d'une régularisation selon la circulaire Metzler, Berne a immédiatement rejeté les dossiers des 175 éthiopien-ne-s/érythréen-ne-s sans entrer en matière dessus. La position de l'Office Fédéral des Migrations (ODM) face à ces requérant-e-s peut ainsi être résumée par les déclarations de son porte-parole:

«Nous suivons la situation en Ethiopie. Et cette situation est assez instable, c'est vrai. (...) il est clair que si le renvoi présente un quelconque danger pour la personne, on y renonce provisoirement.»

Cela fait ainsi 8 ans que certain-e-s réfugié-e-s éthiopien-ne-s sont en situation d'expulsion *provisoirement* repoussée...

Malgré ces déclarations et l'instabilité toujours flagrante de la région, l'ODM vient de lancer il y a quelques jours un programme d'incitation au retour...

La situation dans le canton de Vaud

Depuis la reprise par M. Mermoud du dossier asile, le quotidien des requérant-e-s s'est considérablement dégradé. Les interdictions de travail généralisées ont été ressenties particulièrement durement par les éthiopiens-ne-s / érythréens-ne-s dont certains-e-s travaillaient légalement depuis une dizaine d'années en Suisse!

Les requérant-e-s en sont donc maintenant réduits-e-s à vivre avec environ 300.- par mois que leur verse la FAREAS. Comble du cynisme, la seule possibilité d'améliorer leur quotidien est d'accepter un « programme d'occupation pour requérant d'asile » à mi-temps qui consiste à effectuer différentes tâches telles le nettoyage des bus pour 3 francs 50 de l'heure...

Régularisation

Cela fait des années que la situation en Ethiopie/Erythrée est instable et dangereuse. Des années que les requérant-e-s issu-e-s de cette région devraient être régularisé-e-s. Au lieu de cela, on s'acharne à leur refuser un statut, à leur faire perdre tout droit et toute dignité.

Il est temps que la Confédération et le Canton de Vaud prennent leur responsabilités. Nous demandons donc aux autorités fédérales de reconnaître le statut de réfugié aux requérant-e-s éthiopiens-ne-s et érythréens-ne-s en leur accordant une autorisation de séjour.

Dans l'intervalle, nous demandons aux autorités cantonales de cesser les mesures privatives à l'encontre de ces requérant-e-s et en particulier de leur permettre à nouveau de travailler.

Pour plus d'infos:

- Communiqués d'Amnesty sur les prisonniers d'opinion éthiopiens
<http://web.amnesty.org/library/Index/FRAAFR250152006?open&of=FRA-2AF>
- Communiqué de presse de l'ONU sur la situation Ethiopie/Erythrée
<http://stoprenvoi.ch/archives/pdf/16-02-06-onu.pdf>
- Rapport sur la situation intérieure en Ethiopie par un chercheur de l'IUED (Genève)
<http://stoprenvoi.ch/archives/pdf/23-01-06-eth.pdf>
- Rapport des USA sur les droits de l'homme en Ethiopie (en anglais)
<http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2005/61569.htm>
- Rapport de l'Union Européenne sur les élections éthiopiennes (en anglais)
<http://stoprenvoi.ch/archives/pdf/14-03-06-eu.pdf>
- Historique de la situation en Ethiopie/Erythrée depuis une année
<http://stoprenvoi.ch/pays.php>
- Programme d'aide au retour de l'Office Fédéral des Migrations pour l'Ethiopie
<http://stoprenvoi.ch/archives/pdf/02-06-06-ch.pdf>